**CHD dépose une injonction d'urgence pour arrêter la règle autorisant les antennes 5G sur les maisons**

**Par** [**Équipe du projet CHD 5G et Wireless Harms**](https://childrenshealthdefense.org/authors/chd-5g-and-wireless-harms-project-team/)

[Défense de la santé des enfants](https://childrenshealthdefense.org/) (CHD) jeudi a déposé une [requête pour des secours d'urgence](https://childrenshealthdefense.org/wp-content/uploads/otard-judicial-stay-motion.pdf) à la Cour d'appel du Circuit DC demandant au tribunal de suspendre la de la Federal Communications Commission (FCC) [Over-the-Air des dispositifs de réception »(OTARD) Règle Amendement](https://ecfsapi.fcc.gov/file/01072222126137/FCC-21-10A1.pdf) avant d' entre en vigueur le 29 mars.

La motion fait partie de [la pétition](http://childrenshealthdefense.org/otard-petition) de [CHD](http://childrenshealthdefense.org/otard-petition) , déposée le 26 février, contestant la modification du règlement. CHD tiendra une conférence de presse le 22 mars à 16 h HAE ( [inscrivez-vous ci-dessous](https://childrenshealthdefense.org/defender/emergency-injunction-fcc-5g-antennas/" \l "register-form" \t "_blank) ).

CHD s'oppose à une règle modifiée permettant aux propriétaires privés de placer des antennes fixes point à point prenant en charge le service sans fil sur leur propriété et, pour la première fois, d'étendre les services de données / voix sans fil, y compris la [5G](https://childrenshealthdefense.org/news/the-dangers-of-5g-to-childrens-health/) , aux utilisateurs des propriétés voisines. La règle vise à faciliter le déploiement rapide des réseaux Wi-Fi maillés, de la 5G et de l' [infrastructure au sol pour les satellites SpaceX](https://childrenshealthdefense.org/news/what-you-should-know-about-5g-satellites-how-musks-sci-fi-dreams-are-becoming-our-living-nightmare/" \t "_blank) , en particulier dans les zones rurales.

La règle modifiée permet l'installation d'antennes émettrices de rayonnement sur les maisons tout en prévenant toutes les autorités de zonage étatiques et locales. Aucun permis n'est requis, les restrictions concernant les associations de propriétaires et les actes et toutes les autres lois de l'État sont préemptées.

Le point central de la motion de CHD pour les secours d'urgence est la préemption de la FCC des lois fédérales et étatiques sur les droits civils qui protègent les personnes handicapées et leurs droits à l'hébergement. Les personnes affectées n'auront pas le droit de s'opposer à l'installation de ces appareils, même si elles seront involontairement exposées à [des rayonnements nocifs](https://childrenshealthdefense.org/news/sounding-the-alarm-about-wireless-radiation-and-5g/) dans leur maison.

Une requête en sursis exige que les déménageurs démontrent: (a) la probabilité de succès sur le fond de l'affaire; (b) ils sont susceptibles de subir un préjudice irréparable; (c) l'équilibre des intérêts favorise une injonction; et (d) une suspension est dans l'intérêt public.

Dans sa motion, CHD affirme que si la règle modifiée entre en vigueur, les pétitionnaires et beaucoup d'autres qui ont développé [un mal des radiations](https://ecfsapi.fcc.gov/file/10052040910188/EUROPAEM%20EMF%20Guideline%202015-Belyaev%20et%20al%202015.pdf) (électrosensibilité) ou d' [autres maladies causées ou aggravées par les radiations de la technologie sans fil](https://www.bafu.admin.ch/bafu/en/home/topics/electrosmog/newsletter-of-the-swiss-expert-group-on-electromagnetic-fields-a/beratende-expertengruppe-nis-berenis.html) , souffriront immédiatement, irréparables et, pour certains, mettant leur vie en danger. blessures. Beaucoup seront chassés de chez eux, mais nulle part ne sera sûr pour eux, pas même les zones rurales.

CHD soutient que les pétitionnaires sont susceptibles de gagner la cause parce que la règle modifiée viole les droits substantiels et procéduraux d'une procédure régulière, et est illégale et contraire à l'intérêt public. Par conséquent, et en raison du préjudice irréparable causé à de nombreuses personnes, le tribunal devrait accorder la suspension dans l'attente d'une décision finale dans l'affaire.

Parmi les pétitionnaires figurent un médecin de famille et des mères de quatre enfants malades du rayonnement sans fil.

La [lettre d'](https://childrenshealthdefense.org/wp-content/uploads/OTARD-Ex-Parte-4-17-FINAL.pdf) avril de CHD [à la FCC a](https://childrenshealthdefense.org/wp-content/uploads/OTARD-Ex-Parte-4-17-FINAL.pdf) été rejointe par [6 231 personnes](https://ecfsapi.fcc.gov/file/105191672708448/Tachover%20OTARD%20Objectors%20Declaration.pdf) qui ont déclaré qu'eux-mêmes et / ou leurs enfants étaient malades du rayonnement sans fil. Onze affidavits ont été déposés à l'appui de la requête, fournissant des preuves de maladie généralisée et même de décès chez les adultes et les enfants.

Trois des affidavits ont été déposés par des experts, dont Beatrice Golomb, MD, Ph.D., dont l' [article de 2018 a](https://ecfsapi.fcc.gov/file/1091442657471/Cuban%20Embassy-Beatrice%20Golomb%20PhD-Microwave%20Attack.pdf" \t "_blank) montré que la [«maladie mystérieuse» subie par les diplomates américains](https://childrenshealthdefense.org/defender/havana-syndrome-more-research-health-impact-5g/) était probablement causée par des radiofréquences pulsées. la même maladie et les mêmes symptômes provoqués par l'exposition à la technologie sans fil.

Suite à la demande du Département d'État américain de conseiller les fonctionnaires sur la maladie «mystérieuse» des diplomates américains, en décembre 2020, la National Academy of Sciences, Engineering and Medicine (NAS) a publié un rapport intitulé « [An Assessment of Illness in US Les employés du gouvernement et leurs familles dans les ambassades à l'étranger](https://www.nap.edu/read/25889/chapter/1.) », confirmant les conclusions de Golomb concernant les diplomates.

[Riina Bray](https://childrenshealthdefense.org/wp-content/uploads/otard-signed-dr-riina-bray.pdf) , [directrice médicale, Environmental Health Clinic](https://www.womenscollegehospital.ca/care-programs/environmental-health-clinic/) , Women's College Hospital de Toronto, Canada - la première clinique hospitalière au monde à se spécialiser dans la maladie des radiations, a écrit au tribunal que sept médecins de la clinique avaient déjà diagnostiqué plus de 400 patients atteints du condition, et ils ont une longue liste d'attente. En plus d'avoir un diplôme en médecine, Bray possède un diplôme en génie chimique et une maîtrise en pharmacologie / toxicologie dans le domaine de la toxicomanie et de la neurotoxicologie.

Dans son affidavit, le [Dr Toril Jelter,](https://childrenshealthdefense.org/wp-content/uploads/otard-signature-toril.pdf) une pédiatre californienne traitant 100 patients, y compris des enfants, qui souffrent de la maladie des radiations, a écrit sur l'amélioration qu'elle voit chez les enfants atteints de troubles neurodéveloppementaux après que les familles ont retiré les appareils sans fil de leur maison.

Les effets du rayonnement sans fil sur les enfants, en particulier ceux qui ont des conditions préexistantes, ont été confirmés récemment par le comité d'experts du gouvernement suisse sur les champs électromagnétiques et les rayonnements non ionisants, [BERENIS](https://www.bafu.admin.ch/bafu/en/home/topics/electrosmog/newsletter-of-the-swiss-expert-group-on-electromagnetic-fields-a/beratende-expertengruppe-nis-berenis.html) . En janvier 2021, le comité a publié une [évaluation approfondie](https://ehtrust.org/wp-content/uploads/Newsletter-BERENIS-Special-Issue-January-2021-1.pdf) de la littérature scientifique et a conclu que l'exposition pouvait causer ou aggraver plusieurs maladies chroniques et que les enfants et les personnes souffrant de déficiences immunitaires ou de maladies étaient particulièrement à risque.

«Les injonctions sont très difficiles à obtenir», a déclaré Dafna Tachover, directeur du [Wireless Harms and 5G Project](https://childrenshealthdefense.org/authors/chd-5g-and-wireless-harms-project-team/) de CHD . «Cependant, le préjudice grave et immédiat et l’injustice qui seront causés à beaucoup si cette règle entre en vigueur sont intolérables. Pour ceux qui sont malades, cette motion est littéralement une bataille pour leur droit d'exister. Nous avons dû déposer cette requête quelles que soient les chances.

Le président de CHD, Robert F. Kennedy, Jr., a déclaré: «En éliminant les garanties de procédure régulière et les droits civils, la FCC a montré qu'elle réduirait au silence toute preuve de dommages sans fil qui menacent son programme sans fil. FCC sacrifie la santé des adultes et des enfants sur l'autel des prises de bénéfices de [Telecom](https://childrenshealthdefense.org/defender_category/big-tech/) . La suppression des aménagements pour personnes handicapées, même chez elles, est moralement et juridiquement indéfendable. »

L'avocat principal de CHD pour cette affaire est Scott McCollough, avocat en télécommunications et droit administratif avec 35 ans d'expérience. M. McCollough a également représenté CHD dans son [affaire antérieure et en cours](https://childrenshealthdefense.org/defender/landmark-5g-case-against-fcc-hearing-set-jan-25/) contre la FCC. Le premier cas, déposé en février 2020, conteste les [directives obsolètes de](https://childrenshealthdefense.org/defender/landmark-5g-case-against-fcc-hearing-set-jan-25/) la FCC en matière de [santé et de sécurité](https://childrenshealthdefense.org/defender/landmark-5g-case-against-fcc-hearing-set-jan-25/) concernant la 5G et les rayonnements sans fil. [Les plaidoiries](https://childrenshealthdefense.org/defender/judge-to-fcc-i-am-inclined-to-rule-against-you/) dans l'affaire ont été entendues en janvier 2021. L'affaire est maintenant en attente de la [décision du tribunal](https://childrenshealthdefense.org/defender/judge-to-fcc-i-am-inclined-to-rule-against-you/) .

Avant le dépôt de la requête du 18 mars, CHD a déposé une [requête administrative](https://childrenshealthdefense.org/wp-content/uploads/CHD-Motion-for-FCC-Stay-3-1-21-1.pdf) auprès de la FCC pour suspendre l'entrée en vigueur de la modification des règles jusqu'à ce qu'une décision soit rendue dans l'affaire. L' [Association des fournisseurs de services Internet sans fil](https://www.wispa.org/) , qui a fait pression pour la modification du règlement, [s'est opposée à la motion](https://ecfsapi.fcc.gov/file/103081532230548/WISPA%20Opposition%20to%20CHD%20Motion%20for%20Stay.pdf) . Cependant, la FCC ne s'est pas prononcée sur la requête et, par conséquent, CHD a déposé une requête en injonction d'urgence auprès du tribunal.

Immédiatement après le dépôt de la requête pour suspendre la modification des règles, le tribunal a nommé un panel de trois juges pour statuer sur la requête, composé de Judith W. Rogers, du juge Rober L. Wilkins et du juge Neomi Rao. Le tribunal a ordonné à la FCC de déposer sa réponse le 23 mars. CHD pourra déposer une réponse à la réponse de la FCC le 24 mars. Une décision est attendue avant le 29 mars, date à laquelle la règle est censée entrer en vigueur.